

DEPARTEMENT DE L'ISERE  
**COMMUNE DE CORPS (38970)**

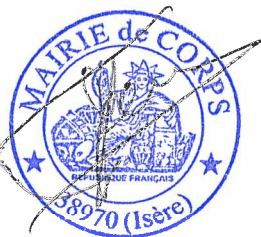
**DOSSIER ENQUETE PARCELLAIRE**

**Création d'une aire de stationnement et des  
locaux des services techniques**



Le Maire

Le Préfet de L'Isère



Dossier réalisé par :

**Alpicité**  
Nicolas BREUILLOT  
urbanisme & paysages

SARL Alpicité – 14 rue Caffé – 05200 EMBRUN  
Tel : 04.92.46.51.80 / Mob : 06.88.26.82.09  
Mail : nicolas.breuilLOT28@gmail.com



## SOMMAIRE

<b>I. REGLEMENTATION</b>	<b>2</b>
<b>II. DOSSIER D'ENQUETE PARCELLAIRE</b>	<b>2</b>
<b>III. ENQUETE PUBLIQUE</b>	<b>3</b>
<b>IV. ENQUETES SIMULTANEEES</b>	<b>3</b>
<b>V. NOTIFICATION DU DEPOT DU DOSSIER</b>	<b>4</b>
<b>VI. DEROULEMENT DE L'ENQUETE</b>	<b>5</b>
<b>VII. PROPRIETAIRE CONCERNE</b>	<b>5</b>
<b>VIII. ANNEXE : PLAN PARCELLAIRE</b>	<b>6</b>



## **I. Réglementation**

La procédure conduisant à l'arrêté de cessibilité est détaillée dans les articles R11-19 à R11-31 du Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique.

## **II. Dossier d'enquête parcellaire**

### ***I.1. Le Contenu du dossier***

L'article R.11-19 du Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique indique que l'expropriant adresse au préfet, pour être soumis à enquête dans chacune des communes où sont situés les immeubles à exproprier :

1. Un plan parcellaire régulier des terrains et bâtiments,
2. La liste des propriétaires établie à l'aide d'extraits des documents cadastraux délivrés par le Service du Cadastre ou à l'aide des renseignements délivrés par le Conservateur des Hypothèques au vu du fichier immobilier ou par tous autres moyens.

### ***I.2. Plan parcellaire***

Le plan parcellaire est obtenu en reportant, sur les feuilles cadastrales l'emprise de l'expropriation.

Ce plan parcellaire doit être régulier, c'est-à-dire qu'il doit être conforme aux normes de l'arrêté interministériel du 24 février 1951 fixant les tolérances applicables aux relevés à grande échelle entrepris par les services publics.

Le plan a pour objet de fixer sans ambiguïté, la nature, la situation, la contenance, et la nature cadastrale de parcelles à exproprier et permet donc déterminer sans possibilité de confusion la consistance des parcelles à exproprier.

Ce plan figure en annexe du présent dossier et précise au moyen de couleurs la parcelle concernée.

### ***I.3. Liste des propriétaires***

Elle est établie à la fois à l'aide d'extraits des documents cadastraux délivrés par le Service du Cadastre et à l'aide des renseignements délivrés par le Conservateur des Hypothèques. Les renseignements peuvent également être recueillis auprès du percepteur, auprès de la mairie du lieu de résidence du défunt en cas de décès du propriétaire. Ce n'est



qu'en cas d'échec de ces recherches que le domicile du propriétaire peut être considéré comme inconnu.

Cette liste des propriétaires se présente sous forme d'un état parcellaire comportant :

- Le numérotage des encadrements successifs concernant l'état parcellaire,
- La désignation cadastrale du terrain à acquérir : section, numéro au plan cadastral, lieu-dit, surface totale, nature du terrain.
- Les noms, prénoms, date de naissance, domicile et profession des propriétaires, situation et régime matrimonial,
- Les noms, prénoms, profession et domicile de tous les ayants droits actuels avec indication de leurs titres

Le dépôt du dossier est effectué dans chacune des communes où sont situés les immeubles à exproprier.

Dans le cas présent, la parcelle nécessaire à la réalisation du projet est située sur la commune de Corps.

### **III. Enquête publique**

L'article R11-20 du Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique détaille les étapes concernant la désignation du commissaire enquêteur, les modalités de consultations du dossier et de porter à connaissance du public.

### **IV. Enquêtes simultanées**

En vertu des dispositions de l'article R11-21 du Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique, la commune de Corps a demandé aux autorités préfectorales de l'Isère, que l'enquête concernant la déclaration d'utilité publique du projet de création d'une aire de stationnement et d'ateliers communaux, et l'enquête parcellaire correspondant au présent dossier soient menées simultanément.



## V. Notification du dépôt du dossier

### *V.1. Obligation de notifier le dépôt du dossier*

Conformément aux dispositions de l'article R11-22 du Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique, dès que les autorités préfectorales auront adressé à l'expropriant, la notification officielle de la création de la commission d'enquêtes simultanées pour la demande de déclaration d'utilité publique et pour l'enquête parcellaire, l'expropriant informera le propriétaire :

- Du dépôt du dossier d'enquête parcellaire en mairie et en préfecture,
- Des modalités de déroulement des enquêtes publiques simultanées (durée des enquêtes, dates et lieux de présence des commissions d'enquêtes).

### *V.2. Date de la notification*

La notification doit intervenir à une date qui permette aux propriétaires de disposer d'au moins 15 jours consécutifs pour formuler leurs observations.

Nous demandons donc aux autorités préfectorales que la date de début des enquêtes simultanées soit fixée à un délai minimum d'un mois après la réception de la présente demande.

### *V.3. Forme et contenu de la notification*

La notification individuelle du dépôt du dossier à la mairie est faite par l'expropriant, sous pli recommandé avec avis de réception. La notification doit indiquer les dates d'ouverture et de clôture de l'enquête.

Conformément aux dispositions de l'article R11-23 du Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique, le propriétaire qui a reçu la notification doit fournir :

- Lorsqu'il s'agit d'une personne physique, toutes indications relatives à son identité, c'est-à-dire ses nom, prénoms dans l'ordre de l'état civil, domicile, date et lieu de naissance et profession des parties, ainsi que le nom de leur conjoint,
- Lorsqu'il s'agit d'une personne morale les indications énumérées au premier alinéa de l'article 6 du décret n°55-22 du 4 janvier 1955 modifié.





## VI. Déroulement de l'enquête

Les articles R11-24 à R11-31 du Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique, décrivent les modalités de déroulement de l'enquête et notamment :

- Articles R11-24 : Modalités de consignation des observations sur le registre d'enquête,
- Articles R11-25 : Modalités de clôture de l'enquête et avis du commissaire enquêteur dans le délai fixé par l'arrêté du préfet,
- Articles R11-26 : Modalités de transmission du dossier aux autorités préfectorales,
- Articles R11-27 : Modalités dans le cas d'un éventuel changement de tracé,
- Articles R11-28 : Arrêté de déclaration de cessibilité des propriétés.

## VII. Propriétaire concerné

### VII.1. Justification de la nécessité d'acquérir les parcelles concernées

Les éléments justificatifs figurent en détail dans les différentes pièces du dossier de déclaration d'utilité publique, déposé en préfecture simultanément à ce dossier.

Nous n'avons pas jugé utile de les reproduire de nouveau dans ce dossier puisque nous avons demandé que les deux enquêtes soient menées simultanément.

### VII.2. Propriétaire

Une seul propriétaire est concerné par le présent dossier il s'agit de **l'Association Syndicale Libre d'Arrosage de Corps domicilié en mairie de Corps 38970 CORPS**, propriétaire de la parcelle AB48 d'une surface de 567 m<sup>2</sup>. La commune de Corps souhaite acquérir la totalité de la parcelle dans le cadre du présent projet.

### VII.3. Etat parcellaire

Planche	Numéro de parcelle	Contenance en m <sup>2</sup>	Lieu dit	Nature	Propriétaire					
					Nom	Prénom	Domicile	Date et lieu de Naissance	Profession	Nom de leur conjoint
AB	48	567 m <sup>2</sup>	LA ROUILLIERE	Aire de stockage et hangar	ASSOCIATION SYNDICALE LIBRE DU CANAL D'ARROSAGE DE CORPS En mairie 38970 CORPS					



## **VIII. Annexe : Plan parcellaire**

Département :  
ISERE

Commune :  
CORPS

Section : AB  
Feuille : 000 AB 01

Échelle d'origine : 1/1000  
Échelle d'édition : 1/1000

Date d'édition : 12/02/2014  
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC45  
©2012 Ministère de l'Économie et des  
Finances

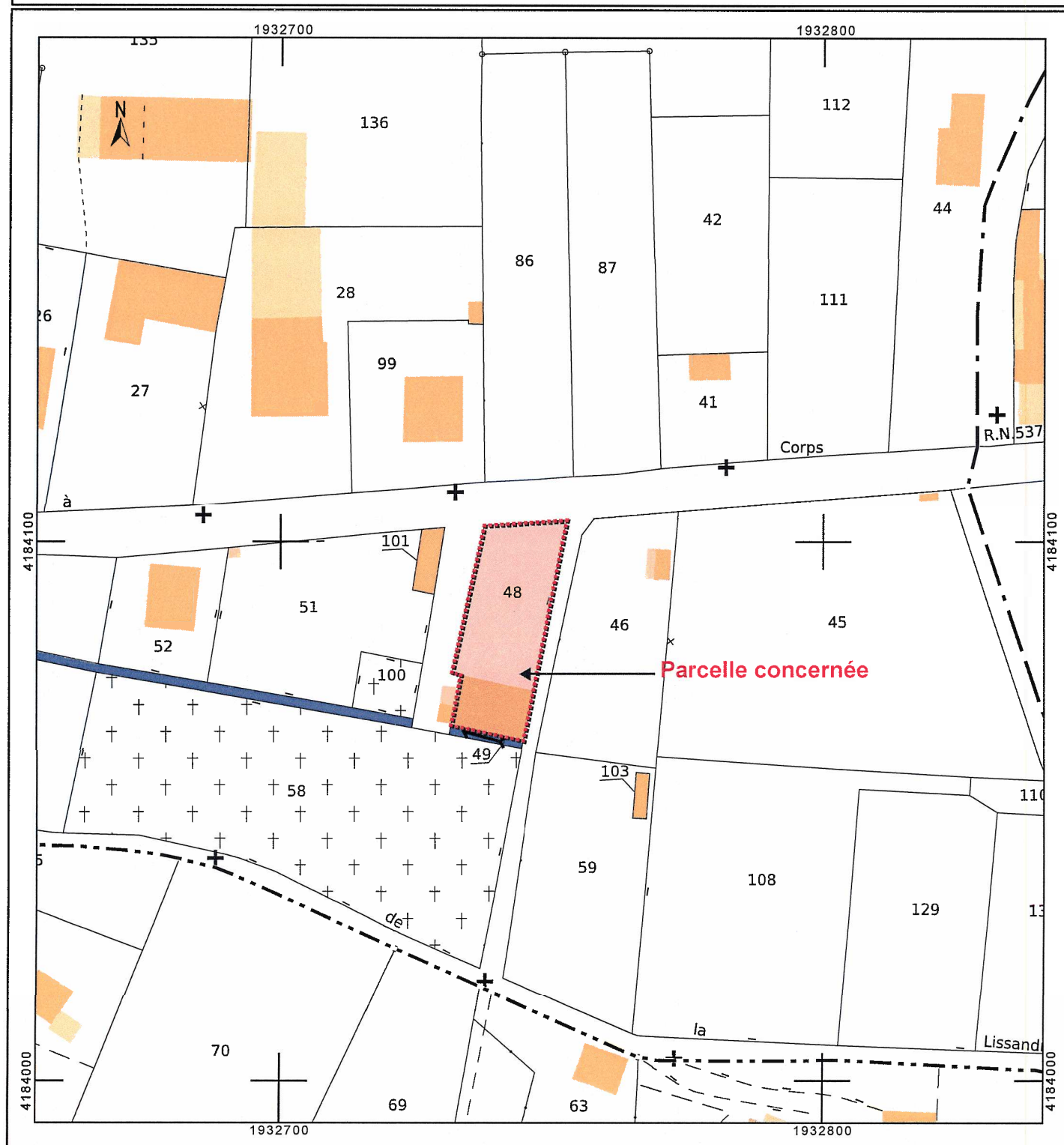
DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

Le plan visualisé sur cet extrait est géré  
par le centre des impôts foncier suivant :  
GRENOBLE 2  
Direction Départementale des Finances  
Publiques 9, Boulevard Joseph VALLIER  
38100  
38100 GRENOBLE  
tél. 04 76 39 39 69 -fax  
cdif.grenoble-2@dgfip.finances.gouv.fr

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr





**DEPARTEMENT DE L'ISERE**  
**COMMUNE DE CORPS (38970)**

**DOSSIER PREALABLE A LA  
DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE**

**Création d'une aire de stationnement et des  
locaux des services techniques**



Le Maire



Le Préfet de L'Isère

Dossier réalisé par :

**Alpicité**  
Nicolas BREUILLOT  
urbanisme & paysages

SARL Alpicité – 14 rue Caffé – 05200 EMBRUN  
Tel : 04.92.46.51.80 / Mob : 06.88.26.82.09  
Mail : nicolas.breuillot28@gmail.com



## SOMMAIRE

<b>I. OBJET DE L'ENQUETE – INFORMATION JURIDIQUES ET ADMINISTRATIVES</b>	<b>2</b>
<b>II. DELIBERATION CONSEIL MUNICIPAL</b>	<b>5</b>
<b>III. NOTICE EXPLICATIVE</b>	<b>8</b>
<b>IV. PLAN DE SITUATION</b>	<b>17</b>
<b>V. PLAN DU PERIMETRE DE LA DUP</b>	<b>18</b>
<b>VI. PLAN GENERAUX DES TRAVAUX</b>	<b>19</b>
<b>VII. CARACTERISTIQUES DES OUVRAGES</b>	<b>20</b>
<b>VIII. APPRECIATION SOMMAIRE DES DEPENSES</b>	<b>23</b>
<b>IX. ANNEXES</b>	<b>24</b>



## I. Objet de l'enquête – Information juridiques et administratives

### I.1. La procédure de déclaration d'utilité publique (DUP)

Après avoir loué pendant 45 ans un terrain comportant un bâtiment et une aire de stockage au Syndicat d'Arrosage de Corps, la commune de Corps souhaite acquérir ce bien afin de créer une aire de stationnement et des ateliers communaux.

Le bâtiment loué devient vétuste et la cour doit être réaménagée pour l'amélioration du fonctionnement urbain de la commune.

Suite à une prise de contact avec le propriétaire du bien concerné, le Conseil Municipal de la commune est resté sans réponse de la part du Syndicat d'Arrosage de Corps. Le Conseil Municipal a donc décidé d'engager une procédure de déclaration d'utilité publique afin d'acquérir ce bien.

Conformément à l'article L11-1 du code de l'expropriation :

*« I. — L'expropriation d'immeubles, en tout ou partie, ou de droits réels immobiliers ne peut être prononcée qu'autant qu'elle aura été précédée d'une déclaration d'utilité publique intervenue à la suite d'une enquête publique et qu'il aura été procédé contradictoirement à la détermination des parcelles à exproprier ainsi qu'à la recherche des propriétaires, des titulaires de droits réels et autres intéressés.*

*II. — L'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique de travaux, d'aménagements, de constructions ou d'ouvrages constituant une opération mentionnée à [l'article L. 123-2](#) du code de l'environnement est régie par le chapitre III du titre II du livre Ier du même code.*

*III. — L'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique des opérations autres que celles mentionnées au II est menée par un commissaire enquêteur ou une commission d'enquête selon des modalités fixées par décret en Conseil d'Etat. Ce décret fixe notamment la durée, le champ de l'enquête, les informations soumises au public, les modalités de désignation et les pouvoirs du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête. »*

La procédure de DUP est donc une procédure exorbitante du droit commun qui ne peut être engagée que pour la réalisation de travaux ou opérations présentant une utilité publique certaine et nécessitant une acquisition des terrains.

Dans le cas présent, la Déclaration d'Utilité Publique s'inscrit dans une procédure d'enquête dite de droit commun étant donné que le projet ne relève pas des catégories d'aménagements mentionnés aux articles R123-1 et suivants du code de l'environnement.



Aussi, conformément à l'article R11-3 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, le présent dossier est composé de pièces suivantes :

- La délibération de la commune qui prescrit le recours à la déclaration d'utilité publique ;
- La notice explicative qui expose le projet, son emplacement, les raisons pour lesquelles le projet et le site ont été retenus, et justifie le recours à l'expropriation ;
- Le plan de situation permettant de localiser l'opération sur le territoire
- Le plan général des travaux ;
- Les caractéristiques principales des ouvrages ;
- L'appréciation sommaire des dépenses.

### ***1.2. Le déroulement de la procédure d'enquête***

Le préfet ouvre l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique par un arrêté qui précise :

- le nom du commissaire enquêteur (désigné par le tribunal administratif),
- l'objet de l'enquête, sa date d'ouverture et sa durée (minimum 15 jours, pas de maximum),
- les heures, jours et lieux où le public pourra :
  - prendre connaissance du dossier
  - formuler ses observations sur un registre ouvert à cet effet (ce registre à feuillets non mobiles est coté et paraphé par le commissaire enquêteur)

Un avis au public faisant connaître l'ouverture de l'enquête est, par les soins du préfet :

- publié dans deux journaux diffusés dans tout le département,
- affiché pendant toute la durée de l'enquête dans chaque commune où a lieu l'enquête (le maire certifiera cette formalité par un certificat d'affichage),

Pendant le délai de l'enquête, le public peut consigner des observations sur l'utilité publique de l'opération sur le registre d'enquête ou les adresser par écrit au commissaire enquêteur qui les annexe alors au registre. Ces observations sont consultables par le public.

A l'expiration du délai d'enquête, le commissaire enquêteur clôt et signe le registre d'enquête (articles R. 11-13 et R. 11-14-14 du code de l'expropriation).





Le commissaire enquêteur rédige des conclusions motivées, favorables ou non à l'opération, dresse un procès-verbal et transmet son rapport assorti de ses conclusions avec le dossier au préfet dans un délai de six mois à compter de l'ouverture de l'enquête (article L. 11-1 du code de l'expropriation).

### ***1.3. L'autorité compétente pour prononcer la DUP***

Depuis l'intervention de la loi « démocratie et proximité » du 27 février 2002, l'autorité compétente ne dépend plus de la nature de l'avis du commissaire enquêteur, mais relève de la compétence du préfet, à l'exclusion de certains types d'ouvrage importants ou sensibles dont la liste est fixée par décret en Conseil d'Etat.

#### **Si le commissaire a émis un avis favorable :**

Le préfet décide de la suite à donner à la demande de DUP. A cet égard, il est important de souligner que la déclaration d'utilité publique n'est ni une autorisation de travaux, ni une obligation pour le bénéficiaire de mettre en œuvre l'exécution du projet.

#### **Si le commissaire enquêteur a émis un avis favorable avec réserves, et si le projet doit être exécuté sur le territoire et pour le compte d'une seule commune :**

- L'assemblée délibérante doit délibérer sur la levée des réserves émises par le commissaire enquêteur, dans un délai de trois mois, faute de quoi elle est considérée comme ayant renoncé au projet.
- Si l'assemblée délibérante lève les réserves émises : le préfet peut signer l'arrêté déclarant l'utilité publique du projet.
- Si l'assemblée délibérante passe outre l'avis et les réserves du commissaire enquêteur, l'opportunité de prendre la DUP relève de l'appréciation portée par le préfet sur le projet.

#### **Si le commissaire a émis un avis défavorable :**

Le préfet décide de la suite à donner à la demande de DUP.





## II. Délibération conseil municipal

**COMMUNE DE CORPS  
ISERE**

**EXTRAIT DU REGISTRE  
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

**SEANCE DU 17 JANVIER 2014**

NOMBRE DE MEMBRES	
EN EXERCICE	11
PRESENTS	08
VOTANTS	10

L'An Deux Mil Quatorze,  
et le Vendredi 17 Janvier 2014 à 17H30,  
Le Conseil Municipal, régulièrement convoqué,  
s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans  
le lieu habituel de ses séances, sous la Présidence  
de Mme FRANCOU-CARRON, Maire.

**PRESENTS :** MM FRANCOU-CARRON M, REYNIER L, DUBOIS A, CHOUANARD MR,  
SENAC J, PORCERO C, GOUPIL O, MEI C.

**REPRESENTE :** M. FERRIERE, BOULANGER N.

**ABSENT :** M GONSOLIN JM.

**SECRETAIRE DE SEANCE:** MME CHOUANARD MR.

**CONVOCATION DU :** 10 Janvier 2014.

**OBJET DE LA DELIBERATION :**

**ENGAGEMENT DE LA PROCEDURE DE DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE  
POUR LA CREATION D'UNE AIRE DE STATIONNEMENT ET DES LOCAUX DES  
SERVICES TECHNIQUES SUR LA PARCELLE AB48.**

Madame Le Maire expose :

Après avoir loué pendant 45 ans un terrain comportant un bâtiment et une aire de stockage à l'Association du Canal d'Arrosage, la commune de Corps souhaite acquérir ce bien afin de créer une aire de stationnement et des ateliers communaux. Le bâtiment loué devient vétuste et la cour doit être réaménagée pour l'amélioration du fonctionnement urbain de la commune. Suite à une prise de contact avec le propriétaire du bien concerné, le Conseil Municipal de la commune est resté sans réponse sur ces offres financières.

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
- Vu le Code l'Expropriation pour cause d'utilité publique,
- Vu la délibération du 27 mars 2013 ;
- Vu les différentes propositions financières d'acquisition financière faites à l'association du canal d'arrosage ;
- Vu l'importance du projet qui, eu égard à sa position géographique, permettra de résoudre le problème de stationnement sur la partie Ouest du village et sécurisera la RD537,
- Vu les besoins des services techniques communaux de réaménager le local,
- Vu l'étude d'aménagement réalisée sur la parcelle AB48, portant sur la création d'une aire de stationnement et des locaux des services techniques communaux
- Vu le dossier joint destiné à être soumis aux enquêtes d'utilité publique et parcellaire,

**Après en avoir délibéré le conseil municipal de la commune de Corps décide :**

- **d'acquérir** les propriétés foncières incluses dans le périmètre du projet cité dans l'objet de la délibération et, si besoin est, d'en demander le transfert de propriété au bénéfice de la commune par voie d'expropriation ;
- **Sollicite M. le Préfet de l'Isère** pour l'ouverture d'une enquête publique conjointe préalable à la Déclaration d'Utilité Publique et d'une enquête parcellaire sur les immeubles concernés
- **Autorise Mme le Maire** dans les limites de l'Avis des Domaines, à signer tout acte de cession amiable avec les propriétaires de la parcelle AB48 qui pourrait intervenir en cours de procédure d'expropriation,
- **Autorise Mme le Maire**, en cas d'échec des négociations à poursuivre la procédure d'expropriation dans ses phases administratives et judiciaire et, notamment :
  - de saisir M. le Préfet de l'Isère pour la prise de l'arrêté de cessibilité
  - signer les actes, courriers notifications, offres dans les limites de l'estimation de France Domaine, mémoires et autres documents intervenant dans le cadre de la procédure d'expropriation,
  - à signer tous les actes de procédure correspondant
- **Autorise Mme le Maire** dans le cadre de la procédure d'expropriation d'ester en justice et à défendre les intérêts de la commune devant les juridictions compétentes, en désignant le cas échéant un avocat pour représenter la commune.

Vote :            Pour : 7            Contre : 3

**LE MAIRE**



Ainsi fait et délibéré les jour, mois, an ci-dessus ;

Au registre sont les signatures ;

Pour copie conforme ;

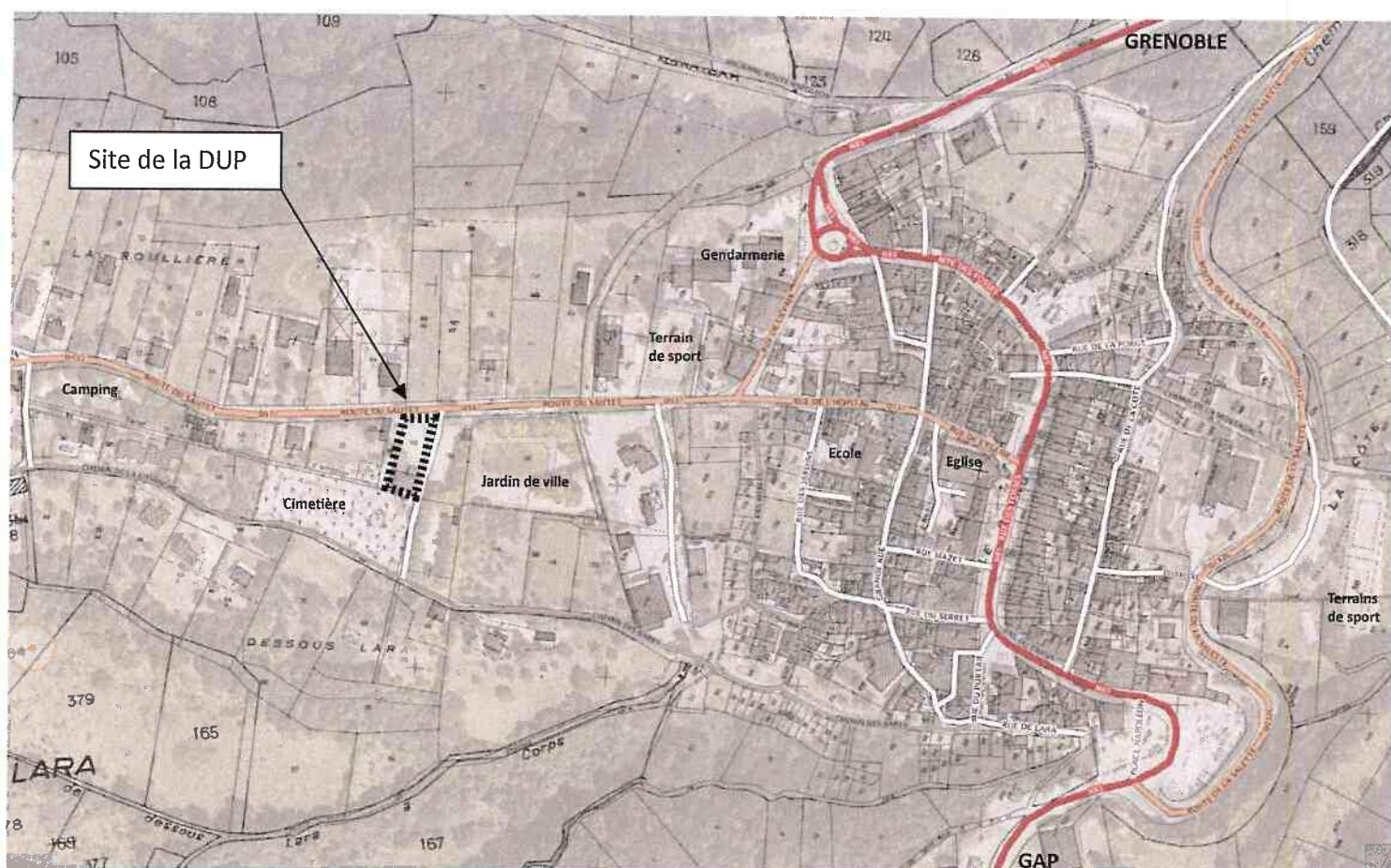
Exécutoire par affichage et transmission à la Préfecture le : 21 Janvier 2014.



### III. Notice explicative

#### III.1. Localisation du bien à acquérir

La parcelle pour laquelle la commune fait appel à la procédure de DUP se situe à l'Ouest du centre-ville de Corps (300m) au cœur de plusieurs équipements publics qui jouent un rôle important dans la vie de la commune.



Plan de situation du projet par rapport à la Commune de Corps

Zone d'étude concernée par la  
DUP



#### III.2. Description de la parcelle concernée par la procédure : Etat des lieux

La parcelle convoitée (AB48) par la commune de Corps appartient actuellement au Syndicat d'Arrosage de Corps. Le bien est loué à la commune de Corps depuis 45 ans. Cette parcelle est attenante à un canal. Ce dernier constitue une des limites du cimetière. Le bien convoité se compose de :

- un bâtiment datant du début du XXème, d'une superficie au sol de 130 m<sup>2</sup>. Les murs sont en pierres de pays recouvert d'un enduit clair qui a progressivement disparu





faute d'entretien du propriétaire. Aucune isolation n'existe. Deux portes en bois permettent d'accéder à l'intérieur du bâtiment. Ces portes permettent de faire entrer des véhicules de chantier. La toiture est dans un état d'entretien correct.

*Vue depuis la RD531 du bâtiment (28 novembre 2013)*



Source : Nicolas BREUILLOT

A l'intérieur, le bâtiment se divise en deux niveaux : un rez-de chaussée où sont actuellement stockés des enjeux de déneigement, de chantiers, un minibus ainsi que du matériel d'entretien. Un étage accessible à partir d'un escalier en bois. Cet étage est composé d'un plancher en bois. L'escalier n'est pas sécurisé. L'intérieur du bâtiment nécessite des travaux d'aménagement lourd que ne souhaite pas réaliser le propriétaire. La surface de plancher totale actuelle est estimée à 200 m<sup>2</sup>.







Vue du rez-de-chaussée du bâtiment (28 novembre 2013)



Vue de l'étage du bâtiment (28 novembre 2013)







- b) un terrain vague servant au stockage de matériaux des services communaux (gravier, pavés, sel, sable...). Cet espace couvre une surface de 440 m<sup>2</sup>. Le revêtement actuel est composé de gravier. Il est délimité à l'Est et à l'Ouest par des petits murets de pierres et en béton servant à la fois de soutènement et de clôtures. Le terrain est ensuite entièrement ouvert sur la RD537. Deux arbres (tilleul) sont présents en limite ouest de la parcelle. Celui le plus proche de la RD est en mauvais état de conservation. Outre sa fonction de stockage le site sert également de parking sauvage en période estivale et lors des enterrements. L'aspect du site laisse à penser qu'il s'agit d'un terrain vague.

Vue depuis la RD537 (28 novembre 2013)



Stockage sur la parcelle (28 novembre 2013)





### **III.3. Contexte réglementaire :**

Au niveau réglementaire, la parcelle est située en zone UB du Plan d'Occupation des Sols en vigueur ce qui ne pose pas de problèmes particuliers en terme d'aménagement. Par ailleurs, la commune démarre l'élaboration d'un Plan Local d'Urbanisme début 2014.

### **III.4. Le projet communal**

Le projet communal s'articule autour de trois éléments :

- a) La commune souhaite maintenir une partie des services techniques dans le bâtiment en améliorant l'isolation, l'accessibilité à l'étage, en optimisant l'espace et en se conformant aux règles administratives (sécurité, accessibilité...). L'état actuel du bâtiment nécessite des investissements importants que la commune souhaite réaliser en interne. Pour cela il est nécessaire qu'elle soit propriétaire du bien.
- b) Créer une aire de stationnement d'une petite quinzaine de places afin de répondre au manque de stationnement évident sur cette partie du territoire communale. En effet, ce terrain est idéalement situé entre le cimetière (qui ne dispose pas d'aire de stationnement) et le jardin de ville qui est surchargé en période estivale mais qui ne dispose que de 8 places de stationnements. Les utilisateurs stationnent donc sur les bas-côtés de la RD engendrant une insécurité pour les piétons.
- c) Embellir cet espace qui est aujourd'hui une aire de stockage de matériaux. La commune souhaite le valoriser par des plantations, la remise en état du bâtiment et l'aménagement des espaces extérieurs au sens large. Les matériaux stockés seront déplacés sur un autre site.

Les dépenses globales pour le réaménagement de ce site sont estimées à 150 000 € TTC.

### **III.5. Choix du site et du parti d'aménagement**

#### **a. Le développement communal**

La commune de Corps a longtemps été une place forte au-dessus du Drac. Cette fonction militaire a conduit à une urbanisation compacte et massive autour de la route Napoléon sur un replat du relief. Cette urbanisation compacte ayant été réalisée à une époque où la voiture et les déplacements tels que nous les connaissons aujourd'hui n'existaient pas, le stationnement de ces véhicules n'a donc pas été imaginé. Les îlots sont semi-ouverts voir fermés et les rues plus ou moins étroites ce qui laissent peu de place aux espaces et aux aménagements d'ordre publics dans le centre.





La Nationale 85 ou Rue des Fosses est un axe structurant majeur de Corps autour duquel se sont implantés de nombreux commerces de proximité (*boulangerie, pharmacie...*) ainsi que des services d'offre touristique (*hôtels, gîtes, restaurants...*). Grâce à cet axe la commune se trouve à 1h20 de Grenoble et à 45 minutes de Gap. Deux autres axes secondaires (*la « Grande rue » et la « Rue de la cote »*) en parallèle à la N 85 structurent le centre. Ceux-ci abritent en majeure partie des logements collectifs et des maisons individuelles groupées.

Par ailleurs depuis la seconde moitié du XXème siècle la commune connaît un développement urbain modéré qui a trouvé comme lieu d'expansion la zone située à l'Ouest du centre-ville. Peu pentu au regard du relief général et surtout situé en balcon au-dessus du lac du Sautet ce site offre des vues exceptionnelles sur la vallée. Ce développement réalisé sous forme d'habitat individuel, touristique (camping) et économique (entreprise) a conduit à une certaine rupture entre le tissu urbain historique et le développement récent du territoire. La RD537 commence à structurer la commune qui s'étend à l'ouest de part et d'autre de l'axe.

Cette situation de « déséquilibre » associée à un manque d'équipements sportifs, de loisirs ou culturels a conduit la commune à installer notamment un jardin de ville associant aire de jeux pour enfants, jeux de poules, zone de repos, qui fait la greffe entre le cimetière, l'ancienne gare et le centre historique. Situé en bordure de la RD537 cet espace ne dispose que de peu de places de stationnements (8 environ).

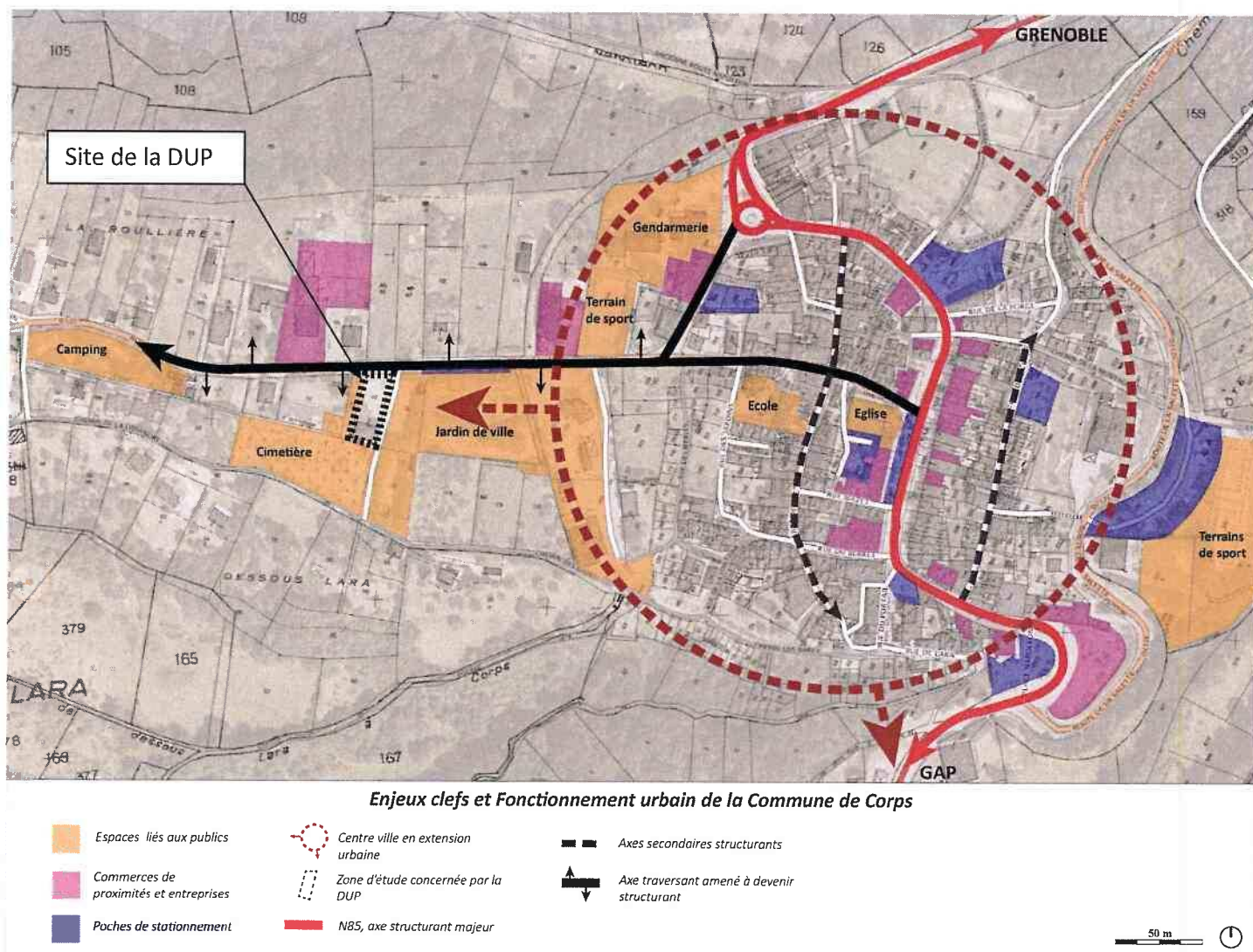


#### b. Politique de stationnement

Les stationnements dans la commune de Corps sont pensés par système de poches. Ces poches sont principalement situées dans le centre-ville le long de l'axe structurant majeur et à proximité des commerces. La commune a aussi mis quelques poches excentrées à l'Est à proximité de terrains de sport ; et deux poches au Nord / Nord-ouest qui desservent les commerces ainsi que la gendarmerie.



On peut constater la quasi-absence de poches de stationnement dans l'extension ouest de la commune, le long de la RD537 malgré la présence de nombreux équipements publics importants tels que le Jardin de ville, le cimetière ou encore le camping. Le jardin de ville ne bénéficie que de 8 places de stationnements alors qu'en période estivale les promeneurs mobilisent largement les bas-côtés de la route départementale. Le cimetière ne possède quant à lui aucune aire de stationnement, ce qui conduit également à un stationnement anarchique le long de la route départementale.



A l'échelle de la partie Ouest du territoire, il existe donc un manque flagrant d'aires de stationnement. Le seul espace qui en fait office est aujourd'hui la parcelle convoitée par la commune de Corps. Il s'agit d'un stationnement sauvage peu valorisant pour une commune touristique.





c. Justification du choix du site et de son intérêt public

L'offre de stationnement étant limitée dans cette partie de la commune, il semble logique d'implanter une poche de stationnement en partie Ouest. Dans cette optique, le projet s'inscrit parfaitement dans la politique de stationnement de la commune. Après analyse des différentes options permettant de desservir à la fois le cimetière et le jardin de ville, le choix de la commune s'est porté sur cette parcelle pour plusieurs raisons :

- La parcelle AB48 est au cœur des équipements publics mentionnés précédemment. Elle est située au pied du cimetière et à quelques mètres du jardin de ville. Elle est donc idéalement placée pour répondre à la problématique du stationnement estivale du jardin de ville et ponctuelle (mais annuelle) du cimetière.
- Sa superficie (environ 567 m<sup>2</sup>) est idéale pour créer une aire de stationnement d'une quinzaine de places susceptible de répondre aux besoins des utilisateurs des deux équipements sans être surdimensionnée. Cet espace répond ainsi à la volonté de la commune de lutter contre le stationnement sauvage et anarchique.
- Il s'agit d'une parcelle peu valorisante pour l'entrée de ville (zone de stockage). Sa valorisation sous forme d'équipement public permet d'améliorer la qualité environnementale et paysagère de cette partie de la commune.
- Elle fait le lien entre différents espaces communaux, à ce titre elle est hautement stratégique.
- Il s'agit d'un espace utilisé par la commune depuis 45 ans sous la forme d'une zone technique. Son usage « public » est reconnu par la population.
- Son utilisation sous forme de stationnement et de zone technique évite de consommer de l'espace naturel et donne une deuxième vie à l'espace choisi en renforçant sa présence dans l'espace urbain environnant afin de renforcer la dynamique de fonctionnement urbain de la zone.
- L'offre en locaux et espaces vacants de ce type à proximité des équipements mentionnés précédemment est inexistante.
- Les locaux techniques de la commune doivent être parfaitement accessibles en toute saison depuis un axe de transport majeur. Cette parcelle offre cette garantie depuis 45 ans.
- Les nuisances liées aux véhicules techniques doivent être de préférence limitées aux abords des habitations. Cette parcelle offre cette garantie depuis 45 ans.

Par ailleurs, et même si cela ne constitue pas un argument majeur, ce site a toujours eu une utilité publique dans la vie de la commune avec notamment la présence d'un moulin et un



grain d'un alambic public utilisable par toute la population. Il est donc considéré dans l'imaginaire de la population comme un lieu public.

Les arguments ci-dessus démontrent que le choix de cette parcelle au cœur de l'urbain est le choix le plus judicieux pour répondre aux besoins de la population. Son insertion dans l'environnement va permettre de sécuriser les espaces publics.

d. Justification du recours à la DUP

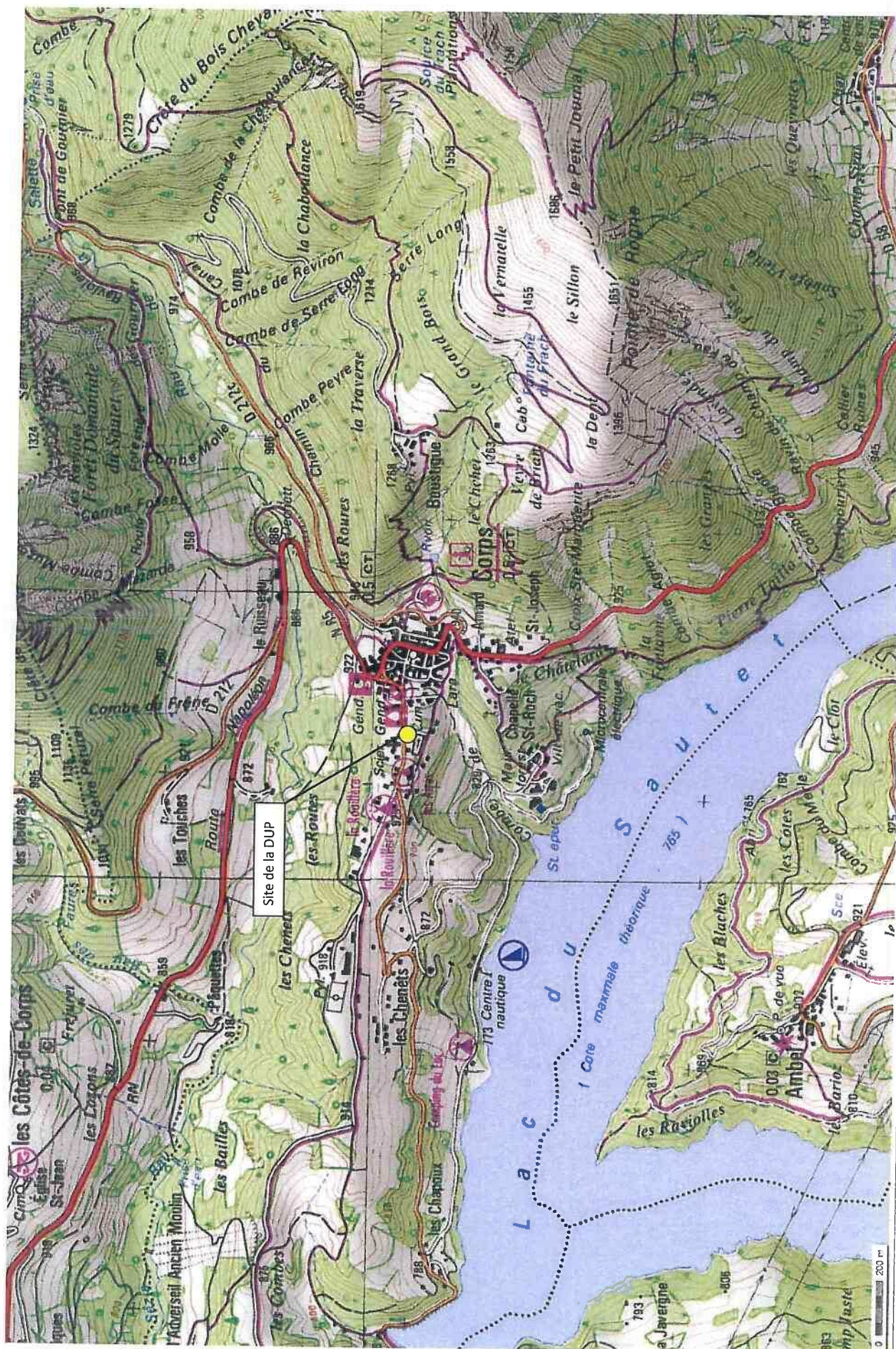
Compte tenu de l'intérêt public démontré précédemment la commune de Corps a cherché à acheter le bien à l'amiable (Cf. Annexes). Plusieurs propositions ont été faites au propriétaire sans que celui-ci donne suite.

Compte tenu de l'urgence des travaux à apporter au bâtiment pour le rendre fonctionnel mais surtout de l'urgence de répondre au besoin en stationnement sur cette partie du territoire communale, la commune de Corps a délibéré en 2013 sur la nécessité de recourir à la procédure de Déclaration d'Utilité Publique.

Il est donc justifié d'avoir recours à cette procédure car mettre cette aire de stationnement ailleurs ne permettrait pas de répondre aux besoins de stationnements de ces équipements de façon fonctionnelle (lié à sa proximité). Enfin, son intégration à son environnement ne serait pas totale si cette aire avait été envisagée à un autre endroit.



#### IV. Plan de situation (Echelle : 1/15000<sup>ème</sup>)





V. Plan du périmètre de la DUP (en rouge) – Echelle : 1/2000<sup>ème</sup> – Zoom au 1/1000<sup>ème</sup>

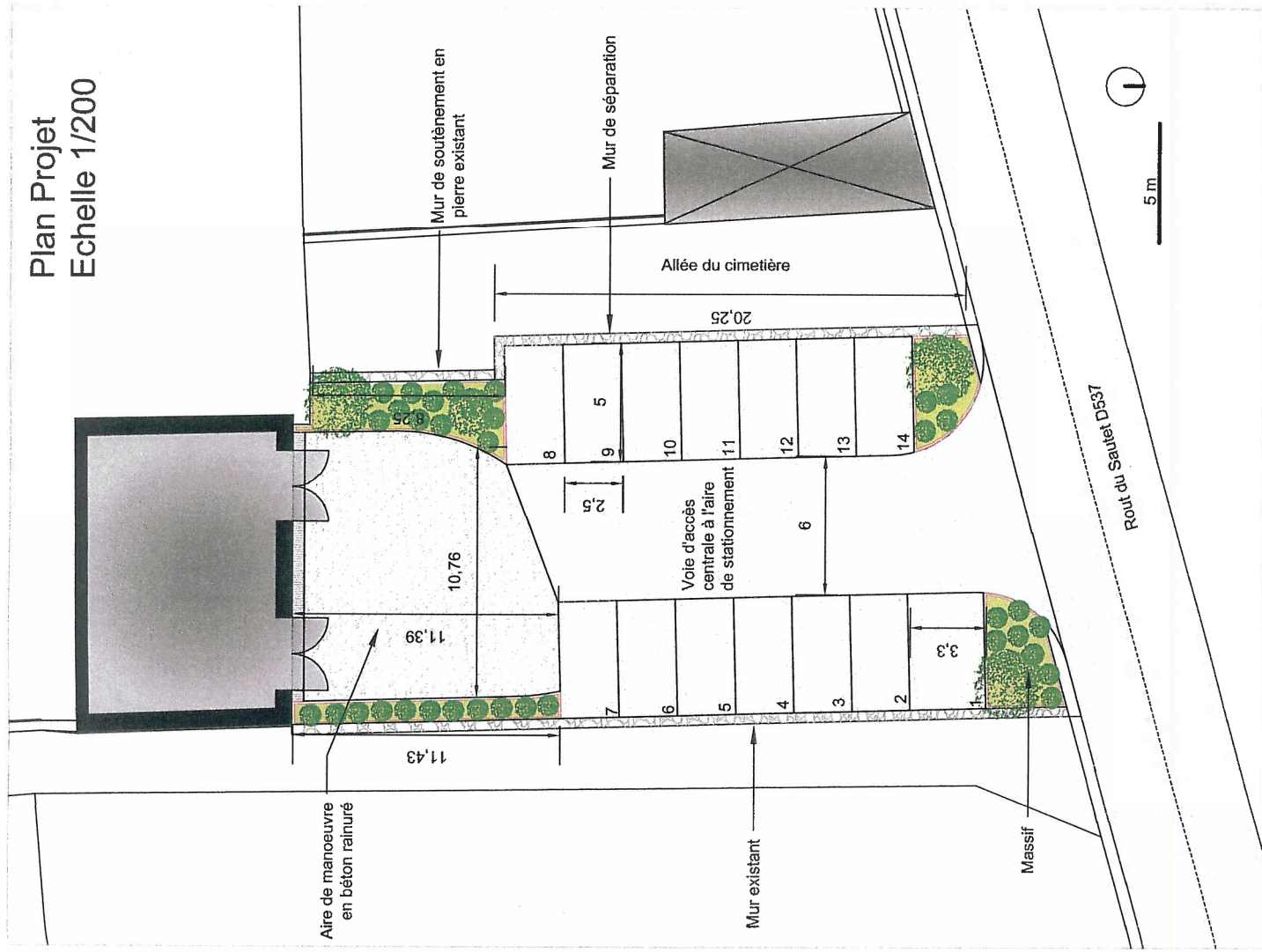




## VI. Plan généraux des travaux

Le projet comprend cinq entités :

- Le bâtiment qui sera maintenu dans sa fonction actuelle de stockage de matériaux et de matériels (outils de déneigement notamment) des services techniques communaux. Les accès aux deux portes sont donc maintenus.
- Une aire d'accès et de retournement des véhicules devant le bâtiment en béton rainuré afin de garantir une accessibilité en toute saison, y compris lorsqu'il y a de la glace.
- Une voie d'accès en enrobé de 6.00m de large permettant de desservir les places de stationnements et le bâtiment.
- 14 places de stationnement en enrobés dont une PMR ;
- 4 massifs d'espaces verts intégrant le projet dans le site.





## VII. Caractéristiques des ouvrages

### VII.1 Le bâtiment

La commune de Corps souhaite utiliser le bâtiment pour stocker du matériel des services techniques de la commune, notamment les machines de déneigement. Afin de rationaliser l'espace intérieur et d'utiliser de manière plus pratique l'étage la commune envisage de renforcer le plancher de l'étage.

Par ailleurs, les murs extérieurs feront l'objet d'un ravalement pour les protéger des intempéries.

### VII.2 Les espaces extérieurs

- Création de 14 places de stationnements pour véhicules légers.

La volonté de la commune est d'optimiser l'utilisation des espaces extérieurs en proposant un maximum de place à la population tout en intégrant le projet dans son environnement.

La largeur du terrain ne permettant pas à la base la réalisation d'une voie de desserte centrale avec un rangé de stationnement de part et d'autre de la voie, le projet a donc débordé sur le chemin public d'accès au cimetière. Cette solution permet de créer 14 places dont une réservée aux personnes à mobilité réduite. Elle offre une meilleure fonctionnalité et permet d'optimiser le nombre de places de stationnement. En outre l'accès au cimetière n'est pas pénalisé, puisque la largeur maintenue est encore d'au moins 4.00m.

Un mur en parement pierre séparera les deux espaces en complément du mur de soutènement existant. Ce mur de complément sera adapté au relief existant et fera une hauteur comprise entre 60 et 90 cm pour une épaisseur de 40 cm (similaire au mur de soutènement existant). On procédera aussi à une réfection du mur de soutènement existant des deux côtés de la cour.

Les places de stationnement ont une dimension standard de 2.50 m de large sur 5 m de long. La place de stationnement PMR a une dimension de 3.30 m de large sur 5 m de long.

La voie centrale est dimensionnée à 6 m de large ce qui permet aux véhicules de sortir aisément des places. La structure de ces aménagements (stationnement + voie centrale) sera composée :

- géotextile pour protéger le sol naturel ;
- une couche de fondation en tout venant 0/80 de 50 cm d'épaisseur sur l'ensemble de la surface ;
- une couche d'assise en GNT 0/31.5 de 20 cm d'épaisseur sur l'ensemble de la surface ;
- une fine couche d'accroche pour l'enrobé ;
- une couche d'enrobé de 6 cm d'épaisseur sur toute la surface ;
- Les places de stationnement seront matérialisées par de la peinture au sol.

L'axe D537 de desserte ne sera pas touché par les travaux. Un découpage propre sera effectué à la limite entre la zone de projet et la départementale.





▪ Accès au bâtiment et aire de manœuvre

Une aire de manœuvre d'environ 112 m<sup>2</sup> pour les véhicules des services techniques municipaux sera créée pour faciliter l'accès au bâtiment dont les portes sont maintenues à leurs emplacements. Cette aire étant en pente, le revêtement préconisé pour cette plateforme sera du béton rainuré avec une structure de base similaire de celle de l'aire de stationnement (épaisseur de 20 cm de béton). Ce revêtement permettra lors d'épisodes verglaçants une meilleure adhérence des véhicules.

Au pied du bâtiment, une grille d'évacuation des eaux pluviales sera mise en œuvre afin de remédier au problème lié à la pente.

▪ Aménagements paysagers

Afin d'assurer l'insertion du projet dans son environnement (proximité du parc), des massifs de végétation sont créés dans les espaces résiduels de l'aménagement (sur une superficie de 48 m<sup>2</sup> environ). Les objectifs sont de :

- conserver la végétation existante si celle-ci est en bon état sanitaire
- embellir de site pour lui donner une meilleure qualité

La végétation ajoutée en complément de celle en place sera composée d'essences locales, buissonnante pour une meilleure tenue au climat local et pour minimiser leur entretien par la commune. Des fosses de plantation suffisamment grandes seront mises pour une implantation des végétaux selon leur taille. Un apport de terre végétale sera fait en fonction des besoins. Un paillage naturel sera mis en place pour réduire l'arrosage et l'entretien des différents massifs.







## VIII. Appréciation sommaire des dépenses

L'estimation présentée prend en compte le coût estimatif des travaux nécessaires à l'opération, les coûts d'acquisitions avec leurs frais connexes (notaire...), les études nécessaires à la production du dossier de DUP, le recours à un maître d'œuvre et les frais du géomètre.

Le coût total de l'opération est ainsi estimé à 149 659 € TTC se décomposant comme suit :

Poste	Coût € HT	Coût € TTC
<b>Travaux</b>		
Mise en chantier / Préparation / Terrassements	5 507 €	6 586 €
Voirie et revêtements	39 595 €	47 356 €
Soutènement	5 236 €	6 262 €
Evacuation des eaux pluviales	3 500 €	4 186 €
Aménagements paysagers	1 555 €	1 860 €
<b>Sous-Total Travaux</b>	<b>55 393 €</b>	<b>66 250 €</b>
<b>Maîtrise d'œuvre et études diverses</b>		
Coût d'un maître d'œuvre privé	5 500 €	6 578 €
Réalisation de la DUP	2 175 €	2 601 €
Etude d'aménagement	1 500 €	1 794 €
<b>Sous-Total Maîtrise d'œuvre</b>	<b>9 175 €</b>	<b>10 973 €</b>
<b>Géomètre</b>		
Réalisation d'un plan topographique	1 500 €	1 794 €
Frais de bornage	2 000 €	2 392 €
<b>Sous-Total géomètre</b>	<b>3 500 €</b>	<b>4 186 €</b>
<b>Acquisition de la propriété</b>		
Coût d'acquisition de la propriété	54 348 €	65 000 €
Honoraires sur acquisitions	1 630 €	3 250 €
<b>Sous-total acquisition</b>	<b>55 978 €</b>	<b>68 250 €</b>
<b>TOTAL Opération</b>	<b>124 046 €</b>	<b>149 659 €</b>





## IX. Annexes

Courriers échangés avec le propriétaire du terrain



DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES

**DIRECTION DEPARTEMENTALE DES  
FINANCES PUBLIQUES DE L'ISERE**

Grenoble , le 9 juillet 2013

POLE GESTION PUBLIQUE

Division France Domaine Evaluations

8, rue de Belgrade

38022 GRENOBLE cedex 01

04.76.85.76.08

MEL : ddip38@dgip.finances.gouv.fr

POUR NOUS JOINDRE :

Affaire suivie par : Bernard PRIVAT

Téléphone : 04.76.85.76.39

Télécopie : 04.76.85.76.00

Mél :bernard.privat@dgip.finances.gouv.fr

## **AVIS DE FRANCE DOMAINE**

(Valeur vénale)

Art R. 4 du code du domaine de l'Etat ou décret n° 86-455 du 14 mars 1986 modifié  
Loi n° 2001-1168 du 11 décembre 2001

Dossier n° 2013-128V1357

### **1. Service consultant :**

Commune de CORPS.

### **2. Date de la consultation :**

18 juin 2013.

### **3. Opération soumise au contrôle (objet et but) :**

Acquisition d'un bâtiment à usage de dépôt.

### **4. Propriétaire présumé :**

Syndicat du Canal d'Arrosage de Corps.

**5. Description sommaire des biens compris dans l'opération :**

Commune de CORPS : Sur parcelles de 590 m<sup>2</sup> cadastrées section AB n° 48 et 49, un bâtiment en pierre d'environ 60 m<sup>2</sup> de superficie utile à usage d'entrepôt en état d'entretien correct.

**6. Urbanisme - Situation au plan d'aménagement - Zone du plan - C.O.S.:**

Bien situé en zone UB du Plan d'Occupation des Sols en vigueur.

**7. Situation locative :**

Bien loué et occupé par les services municipaux depuis 44 ans pour un loyer annuel de 3.376 € en 2012.

**8. Valeur vénale :**

Compte tenu des caractéristiques propres du bien et des tendances du marché immobilier local, le bien peut être évalué à environ 65.000 €.

L'évaluation contenue dans le présent avis correspond à la valeur vénale actuelle. Une nouvelle consultation de France Domaine serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans un délai d'un an ou si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer.

Pour le Directeur Départemental des  
Finances Publiques,  
et par délégation,  
L'inspecteur des Finances Publiques,

Bernard PRIVAT





DÉPARTEMENT DE L'ISÈRE

MAIRIE  
DE  
**CORPS**  
38970

Tél. 04 76 30 00 31  
Fax 04 76 30 01 65  
E-mail : [mairie@villedecorps.fr](mailto:mairie@villedecorps.fr)

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

*CORPS,*  
*le 15 mars 2013.*

*M MAZET Paul*  
*Association du Canal d'Arrosage*  
*2 Bis Allée de la Piat*

*38240 MEYLAN*

**OBJET :**  
***R/AR DU 15/03/2013.***

*Monsieur,*

*Nous accusons réception de votre courrier en date de ce jour.*

*Nous sommes très étonnés de votre demande.*

*En effet, un poteau a été posé provisoirement sur le mur mitoyen du cimetière et de votre local pour des essais.*

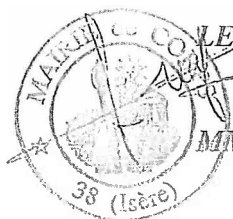
*Nous n'avons aucune autorisation à vous demander, étant locataire du lieu et vous précisant que de telles autorisations sont du ressort de la Mairie.*

*Par contre, nous vous rappelons nos courriers en date du 17 juillet 2012 et du 6 novembre 2012 qui sont restés sans réponse à ce jour.*

*Il serait correct de votre part de faire le nécessaire à ce sujet.*

*Cordialement.*

*Pour le Maire*  
*L'Adjoint délégué,*



*LE MAIRE,*

*MME FRANCOU-CARRON M.*

**Monsieur Paul Mazet**  
Association du Canal d'Arrosage de Corps



**Madame Magalie Francou**  
Maire de Corps  
Mairie  
38970 Corps

Le 8 mars 2013

Madame le Maire,

L'association du Canal d'Arrosage de Corps loue à la commune un local dont elle est propriétaire. Or, nous nous sommes aperçu que la vous aviez fait implanté sur le terrain de ce local un poteau et ce sans autorisation.

Je vous serais donc reconnaissant de bien vouloir me faire connaître la destination de ce poteau et de solliciter officiellement l'association afin que nous puissions en connaissance de cause régulariser la situation en autorisant la pose de ce poteau.

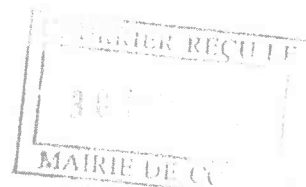
Je vous demande, à l'avenir, de veiller à ce que vos services nous sollicitent préalablement à tous travaux que vous souhaiteriez entreprendre.

Je vous prie de bien vouloir agréer, Madame le Maire, l'expression de mes sentiments respectueux.

**Paul Mazet**  
Président

Heylan le 29.03.2013

Mesdames, Messieurs,



Je vous renvoie la lettre du 17 juillet 2012  
que vous avez reçue en recommandé avec  
accusé de réception (photocopie a-jointe) le  
19.07.2012 sur laquelle, nous vous faisons  
part que nous ne sommes pas vendeur du  
bâtiment agricole.

Veuillez agréer Mesdames, Messieurs,  
mes sincères salutations.

Paul HAZET.

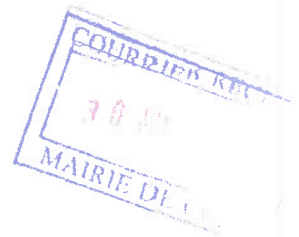


Association Syndicale libre du  
Canal d'Arrosage de Corps  
Mr Mazet Paul Président  
2 bis allée de la Piat  
38240 Meylan

Le 13 août 2012

à

Madame Le Maire  
Mesdames, Messieurs les conseillers municipaux  
38970 Corps



Réf.: Votre lettre du 17 juillet 2012

Objet: Syndicat du Canal d'Arrosage/ Commune de Corps

Madame le Maire,  
Messieurs les conseillers municipaux,

En réponse à votre courrier référencé ci-dessus, et suite à l'assemblée générale du Syndicat du canal de Corps, je vous indique que le Syndicat ne souhaite pas vendre le bâtiment des Aires dont vous êtes locataire.

Nous vous prions d'agréer, Madame le Maire, l'expression de nos salutations distinguées.

Le Président  
Mazet Paul



Numéro de l'envoi : 1A 058 878 2294 3

Ne pas détacher cette partie fixe  
du support guichet recommandé.

RECOMMANDÉ AVEC AVIS DE RÉCEPTION

Numéro de l'envoi :  
1A 058 878 2294 3

Cadres réservés à La Poste			
Présenté / Avisé le : 18/01/12		Distribué le :	
SGR2 V15 - PTC 7 - 20128902TO15 - 01/12			
Date :	Prix :	CRBT :	

La S.A. au capital de 3 400 000 000 €, RCS Paris 358 000 000, 44 boulevard de Vaugirard 75677 Paris CEDEX 15

SGR2 V15 - PTC 3 - 20128902TO15 - 01/12



DÉPARTEMENT DE L'ISÈRE

MAIRIE

DE

**CORPS**

38970

Tél. 04 76 30 00 31

Fax 04 76 30 01 65

E-mail : [mairie@villedecorps.fr](mailto:mairie@villedecorps.fr)

**OBJET :**

**REUNION DU 14/06/2012.**

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

**CORPS,**

le 17 juillet 2012.

**M LE PRESIDENT DU CANAL**

**M MAZET Paul**

**2 bis Allée de la Piat**

**38240 MEYLAN**

*Monsieur le Président,*

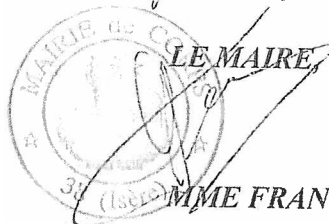
*Suite à la réunion en présence du Conseil Municipal : MM FRANCOU-CARRON M, REYNIER L, DUBOIS A, CHOUANARD MR, SENAC J, PORCERO C, GOUPIL O, MEI C, BOULANGER N, et des membres du Canal à savoir MM MAZET P, TOURNON H, ACHARD P, DALMER G, VALLA J, nous sommes tombés d'un commun accord sur la proposition de la gratuité de l'eau sur les jardins suivant un contrat signé par les deux parties sur une durée déterminée.*

*Nous vous demandons de nous établir le listing des personnes adhérentes et concernées afin d'établir les contrats à chacune des personnes possédant un jardin.*

*D'autre part, nous sommes locataire du garage du canal depuis 1968, ce bâtiment se trouve à côté du cimetière et nous souhaiterions vous acheter ce bâtiment le plus rapidement possible.*

*Dans l'attente du listing et de la proposition de prix du garage, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de nos salutations distinguées.*

*Avec mes excuses*



**MME FRANCOU-CARRON M.**



**Destinataire**  
 M. MAZET Paul  
 Propriétaire du Canal  
 2 Bis Allée de la PIAT  
 340 MEYLAN



Numéro de l'envoi : **1A 058 878 2294 3**



**RECOMMANDÉ AVEC AVIS DE RÉCEPTION**

**Expéditeur**

MAIRIE DE CORPS  
 38970 CORPS

Avantages du service suivi :  
 - vous pouvez connaître, à tout moment, 24h/24, la date de distribution de votre recommandée ou le motif de non-distribution.  
 - des d'accès direct à l'information de distribution :  
 S : Envoyer le numéro de la lettre recommandée au 6 20 80 35€ TTC + prix d'un SMS)  
 site internet : [www.laposte.fr/csuivi](http://www.laposte.fr/csuivi)  
 service vocal interactif : 0 969 397 396 (prix d'un appel surtaxé)

Date : 18/07/12 Prix : 0,0000 CRBT :  
 Niveau de garantie : 16 € ☐ 153 € ☐ 458 € ☐

Conservez ce feuillet, il sera nécessaire en cas de réclamation.  
 Le cas échéant, vous pouvez faire une réclamation dans n'importe quel bureau de Poste.  
 Les conditions spécifiques de vente de la lettre recommandée sont disponibles dans votre bureau de Poste ou sur le site [www.laposte.fr](http://www.laposte.fr)  
 Pensez également à la Lettre Recommandée Électronique, consultez [www.laposte.fr/re](http://www.laposte.fr/re).

En provenance de :  
 M. MAZET Paul  
 Propriétaire du Canal  
 2 Bis Allée de la PIAT  
 340 MEYLAN

**RECOMMANDÉ :  
 AVIS DE RÉCEPTION**  
 Numéro de l'envoi : **1A 058 878 2294 3**



FRAB



Renvoyer à l'adresse ci-dessous :

MAIRIE DE CORPS  
 38970  
 COURRIER REÇU LE  
 20 JUL 2012  
 MAIRIE DE CORPS

Présenté / Avisé le : 18/07/12  
 Distribué le : 18/07/12  
 Signature du destinataire ou du mandataire (Précisez nom et prénom)  
 [Signature]



DÉPARTEMENT DE L'ISÈRE

MAIRIE  
DE  
CORPS  
38970

Tél. 04 76 30 00 31

Fax 04 76 30 01 65

E-mail : [mairie@villedecorps.fr](mailto:mairie@villedecorps.fr)

**OBJET :**

**VOS 3 COURRIERS DU 13/08/2012.**

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Corps,  
le 6 novembre 2012.

ASSOCIATION SYNDICALE LIBRE  
DU CANAL D'ARROSAGE DE CORPS  
MR LE PRÉSIDENT  
Monsieur Paul MAZET  
2 Bis, Allée de la Piat

38240 MEYLAN

*Monsieur le Président,*

*Nous vous prions de trouver ci-joint la délibération du Conseil Municipal tenu le 22 octobre 2012 concernant votre demande de travaux.*

*D'autre part concernant les 2 autres courriers, nous réitérons notre demande urgente d'acheter le local que nous louons depuis 44 ans. En effet, ce bâtiment devient vétuste et nous souhaitons le réaménager suivant nos besoins ainsi que la cour. Sa situation, entre le cimetière et le jardin de ville, est très favorable à notre projet.*

*Nous attendons votre proposition pour cet achat avant la fin 2012, dans le cas contraire nous nous verrons dans l'obligation d'effectuer une Déclaration d'Utilité Publique dès janvier 2013.*

*Dans l'attente d'une réponse urgente, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de nos salutations distinguées.*

LE MAIRE,

MME FRANCOU-CARRON M.

Destinataire

38340 - 38340 - 38340  
38340 - 38340 - 38340  
38340 - 38340 - 38340

Les avantages du service suivi :

Vous pouvez connaître, à tout moment, 24h/24, la date de distribution de votre lettre recommandée ou le motif de non distribution.

3 modes d'accès direct à l'information de distribution :

■ SMS : Envoyer le numéro de la lettre recommandée au 6 20 80 (0,36 € TTC + prix d'un SMS)

■ Le site internet : [www.laposte.fr/suivi](http://www.laposte.fr/suivi)

■ Le service vocal interactif :

116 00 00 00

Date :

Prix :

CRBT :

Niveau de garantie :

16 €

153 €

458 €

La Poste S.A. au capital de 1 400 000 000 € RCS PARIS 250 000 000 44 boulevard de Vaugrard 75757 Paris CEDEX 15



LA POSTE

Numero de l'envoi : 1A 057 339 2388 6

RECOMMANDÉ AVEC AVIS DE RÉCEPTION

Expéditeur

MAIRIE DE CORPS  
38340 - 38340 - 38340

SGR2 V15 PIC 4A - 800250 - 09/11

Conservez ce feuillet, il sera nécessaire en cas de réclamation.

Le cas échéant, vous pouvez faire une réclamation dans n'importe quel bureau de Poste.

Les conditions spécifiques de vente de la lettre recommandée sont disponibles dans votre bureau de Poste ou sur le site [www.laposte.fr](http://www.laposte.fr).

Pensez également à la Lettre Recommandée Electronique, consultez [www.laposte.fr/le](http://www.laposte.fr/le).

RECOMMANDÉ

AVIS DE RÉCEPTION

LA POSTE

Numero de l'envoi : 1A 057 339 2388 6

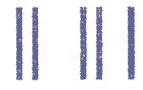
Renvoyer à l'adresse ci-dessous :

MAIRIE DE CORPS

38340 - 38340 - 38340

COURRIER REÇU  
MAIRIE DE CORPS

FRAB



PREUVE DE DÉPÔT  
À CONSERVER PAR LE CLIENT



**COMMUNE DE CORPS  
ISERE**

**EXTRAIT DU REGISTRE  
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

**SEANCE DU 27 MARS 2013**

NOMBRE DE MEMBRES	
EN EXERCICE	11
PRESENTS	9
VOTANTS	10

L'An Deux Mil Treize et le Mercredi 27 Mars 2013 à 16H30,  
Le Conseil Municipal, régulièrement convoqué,  
s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans  
le lieu habituel de ses séances, sous la Présidence  
de Mme FRANCOU-CARRON M, Maire.

**PRESENTS :** MM FRANCOU-CARRON M, REYNIER L, DUBOIS A, CHOUANARD MR,  
SENAC J, PORCERO C, GOUPIL O, MEI C, BOULANGER N.

**REPRESENTE :** M FERRIERE H.

**ABSENT :** M GONSOLIN JM.

**SECRETAIRE DE SEANCE:** MME CHOUANARD Marie-Renée.

**CONVOCATION DU :** 23 Mars 2013.

**OBJET DE LA DELIBERATION : DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE GARAGE  
DE L'ASSOCIATION DU CANAL D'ARROSAGE**

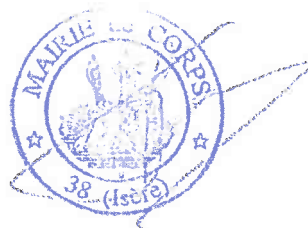
Madame le Maire donne lecture du courrier en date du 6 Novembre 2012 concernant le garage loué depuis 44 ans à l'Association du Canal d'arrosage, resté sans réponse à ce jour.

Madame le Maire rappelle que ce bâtiment devient vétuste et qu'il serait important de le réaménager suivant les besoins, ainsi que la cour. La situation de cet ensemble entre le Cimetière et le Jardin de Ville est très favorable à ce projet, permettant de créer une aire de stationnement pour la sécurité de ces deux structures. Il est rappelé que le loyer payé en 2012 était de 3 376.29 euros.

Après délibération, le Conseil Municipal décide de demander à l'Association une réponse dans un délai de un mois (soit au 30 Avril 2013) pour une proposition d'achat de ce bâtiment. Dans le cas contraire, le Conseil Municipal engagera une procédure de déclaration d'utilité publique pour ce local.

Le Conseil Municipal donne pouvoir au Maire pour traiter ce dossier et signer toutes pièces afférentes.

**LE MAIRE**



Ainsi fait et délibéré les jour, mois, an ci-dessus ;  
Au registre sont les signatures ;  
Pour copie conforme ;  
Exécutoire par affichage et transmission à la Préfecture le :

